

SAINT-BERNARD / NIGER

Jacques Chirac pense pouvoir exorciser Le Pen en faisant attaquer une église à la hache et matraquer des Africains non-violents - qui posent avec obstination des questions essentielles. Ses acolytes en rajoutent dans la démagogie en disqualifiant (« braillards », « XVI^e », « gauchistes », etc.) tout ce que la France compte de voix humanistes et raisonnables.

Eternel alibi : l'aide publique au développement (APD), dont la France serait la « championne » - comme des droits de l'homme et de la démocratisation en Afrique. Jacques Chirac en a servi de longues rasades au Congo et au Gabon, en juillet, devant des tablées de "ventriotes". Il s'apprête à en resservir des louches à Ouagadougou, lors du prochain Sommet franco-africain - dont le thème sera « Bonne gouvernance et développement ».

Comme le montrent ces BILLETS, un tel discours est de plus en plus ubuesque. Jacques Chirac aime l'APD comme l'ours un pot de miel. Charles Pasqua itou - lui dont il faudrait « respecter la loi ». Avec Jacques Foccart, ils verrouillent le système franc-africain qui livre au pillage les ex-colonies.

Le ministre Jacques Godfrain a eu le culot de dire (le 24/08/1996 sur LCI) que tous les chefs d'Etat d'Afrique francophone étaient désormais élus. Il venait d'applaudir la farce électorale au Niger (après le Tchad, le Gabon, le Cameroun, etc.). Clairement, les Nigériens ont signifié qu'ils ne voulaient pas d'un Bonaparte formé à Paris. Mais c'est un chiraquophile - comme Mobutu...

Ces Nigériens n'ont qu'à faire avec, comme avec la misère que leur imposera un nouveau round de la « politique du ventre ». Et qu'ils ne s'avisent pas de venir manger le pain des Français ! Le charter du retour les attend.

On n'espère pas des hommes politiques qu'ils disent toute la vérité. Mais trop de mensonges et de contradictions devient intenable. Cela déclenche la violence. Celle, symbolique, qui s'est exercée contre l'église Saint-Bernard, nous fait froid dans le dos.

SALVES

Hold up électoral au Niger

Des informations précises nous sont parvenues sur le déroulement de l'élection présidentielle au Niger, les 7 et 8 juillet. Sans entrer dans le détail (un Dossier noir le fera probablement), on peut dire qu'elle a tourné à la déroute pour le colonel putschiste Ibrahim Baré Maïnassara (IBM).

Une propagande habile (?) le donnait largement vainqueur. En fait, les Nigériens se sont détournés de lui dès qu'ils ont compris ses véritables intentions : non pas seulement débloquer la situation politique, comme il l'affirmait après le coup d'Etat du 27 janvier, mais s'installer au pouvoir. En juin, un sondage ne lui attribuait plus que 11 % des suffrages (*Tribune du peuple*, 14/06/1996).

On a beaucoup sous-estimé à Paris l'ancrage de la vie politique nigérienne. Malgré tous les "conseils", pressions et manipulations, le scrutin du 7 juillet a défié les plans d'état-major : avec 22 % des voix, IBM arrivait en troisième position derrière les candidats de deux grands partis (CDS et MNSD). Il a donc dissous la Commission électorale nationale indépendante (CENI). La seconde journée de scrutin (8 juillet) lui a permis alors d'"inventer" un score vainqueur (52,2 %), sans second tour...

Cette issue peu discrète a été unanimement dénoncée... sauf par la FrancAfrique et ses émissaires très spéciaux : Jean-François Charrier, chef de file des observateurs du RPR, ancien n° 2 du Centre des nageurs de combat de la DGSE (*La Lettre du Continent*, 11/07/1996) ; Jean-Michel Pradalier, au nom de l'« Observatoire international de la démocratie » (créé par Charles Debbasch et le fan-club d'Eyadema) ; Me Sadikou Ayo Alayo, de l'"ONG" africaine GERDDES (*Citoyen*, 17/07/1996), "co-traitante" des élections tchadiennes...

Inutile de dire que voilà un pays de plus gagné à la francophobie.

Le 9 juillet, IBM mettait les points sur les i. La démocratie, déclara-t-il en conférence de presse, « c'est pour l'extérieur [...]. Le peuple nigérien n'en a vraiment pas besoin » (*Tribune du peuple*, 15/07/1996).

L'Indépendant du Burkina peut conclure (16/07/1996) : « La peinture nigérienne est d'une telle vulgarité qu'elle présente tous les traits de la laideur que nous vivons : la dictature militaro-démocratique ».

Les clandestins du RPR

Francis Poullain est le PDG de la SAR et d'un groupe d'entreprises du bâtiment, attributaires privilégiés des marchés de Paris et de l'Ile-de-France sous contrôle du RPR. C'est l'un des pivots du système de fausse facturation qui alimentait clandestinement les caisses de ce parti. De tels marchés sont bien sûr surpayés. Mais cela ne suffisait pas aux appétits de ce super-draineur de fonds du RPR. Il fallait augmenter le profit par un recours massif au travail d'immigrés clandestins.

Le gérant d'une officine spécialisée dans leur recrutement a avoué : « Mon principal fournisseur de chantiers est, à 90 %, la SAR [...]. A mon avis, la SAR se sent toute-puissante et protégée. Ils ont le monopole des contrats étatiques tel l'office HLM de Paris. Ensuite, ils font sous-traiter les travaux par des gens comme nous, à bas prix » (*Le Canard enchaîné*, 14/08/1996). Le parti de Jean-Louis Debré a été perfusé par le racket de travailleurs sans-papiers...

Burundi : Buyoya attendu au tournant

Alouette ? Les colonels Jean Bikomagu et Pascal Simbanduku (chefs de l'armée et de la gendarmerie burundaises), dont une Commission d'enquête de l'ONU vient d'étaler la responsabilité dans l'assassinat du Président Melchior Ndadaye, le 21 octobre 1993, ont été limogés le 20 août 1996.

La même Commission établit aussi « que des actes de génocide contre la minorité tutsie ont eu lieu au Burundi le 21 octobre 1993 et les jours suivants, à l'instigation et avec la participation de certains fonctionnaires et leaders du Frodebu [le parti majoritaire, essentiellement hutu, de Melchior Ndadaye et Léonard Nyangoma] au niveau communal ». Une prise d'otages généralisée des Tutsis mâles, jeunes et adultes, avait été planifiée (en prévision du coup d'Etat militaire ?) à un haut niveau de ce parti. La Commission n'a pu établir si cette planification incluait ou non leur massacre - qui, après l'annonce de la mort du Président hutu, a été perpétré en maints endroits, avant de s'élargir, souvent, aux femmes et aux enfants.

En 1972, c'est un génocide de l'intelligentsia hutue qui avait été commis. Si l'on ajoute, fin octobre 1993, les repréailles massives de l'armée (dont les familles avaient été particulièrement "ciblées"), puis le déclenchement d'une guérilla de type *Hutu power*, et les répliques sauvages des militaires et miliciens tutsis¹, on conçoit que le fossé de haine, de peur et de sang ait pris des proportions en apparence insurmontables. Les plus modérés se voient renvoyés à leur "ethnie", où plus personne ne contrôle les démons extrémistes.

On en était là le 25 juillet 1996 : ni le Président Sylvestre Ntibantunganya, ni le Premier ministre Antoine Nduwayo ne répondaient plus des mouvances et commandos criminels peu ou prou liés à leurs partis. Chacun, au Burundi et à l'étranger, constatait l'échec de la "Convention de gouvernement" qui fondait une dyarchie bancaire. Et chacun de redouter une escalade des tueries, pire peut-être que celle du Rwanda en 1994.

La sollicitude étrangère s'était trouvée une figure de proue : l'ancien chef d'Etat tanzanien, le très influent Julius Nyerere. A Arusha, fin juin, il fit admettre le principe d'une intervention militaire interafricaine. Mais l'initiative a rencontré de grandes difficultés de mise en œuvre, et cristallisé au Burundi une double défiance.

Certains en Tanzanie (un peu comme en Syrie) cachaient mal leur envie de "libaniser" le Burundi, porte ouverte sur les trafics péri-zairois ; accessoirement, les sommes importantes proposées par des pays nord-européens pour financer le corps expéditionnaire africain auraient soulagé l'armée tanzanienne de la diète sévère que lui impose le FMI. Surtout, Nyerere exposait un schéma irrecevable du rétablissement de la paix au Burundi : revenir à l'ordre constitutionnel d'avant le 21 octobre 1993 - avec un pouvoir (Parlement et Président) entre les mains de la seule majorité hutue.

Un schéma apparemment logique. Mais l'on peut aussi comprendre que, depuis lors, les génocides amorcés au Burundi (octobre 1993) et accomplis au Rwanda (printemps 1994) dissuadent les Tutsis de se livrer sans protection au pouvoir d'une "majorité ethnique". Pour « *casser la peur*² », il n'y a pas d'autre issue que la négociation de garanties réciproques, la lente reconstruction d'une fiabilité politique. On l'a vu en Somalie, une occupation étrangère ne remplace pas (elle peut même contrarier) la maîtrise, par chaque camp, de ses propres démons - massacreurs ou génocidaires.

Que Pierre Buyoya, dont le talent politique est certain³, ait accepté le pouvoir que lui proposait l'un des deux camps, plutôt que de laisser s'en emparer un extrémiste genre Bagaza, ne vaut certes pas légitimité. Mais s'il se montrait capable de clore, dans ce camp, le registre de l'assassinat impuni, il ouvrirait la voie à la discussion d'un pacte républicain - avec des interlocuteurs mis au défi d'en faire autant. En licenciant le tandem Bikomagu-Simbanduku, il adresse un signe encourageant⁴. Si par contre il échoue, le Burundi n'aura plus guère de perspective qu'un déchirement de type bosniaque.

Cette seule éventualité vaut bien que, avec la plus grande vigilance⁵, on laisse Buyoya montrer ce dont il est capable. Quitte à exercer de fortes pressions (les moyens ne manquent pas, sur un petit pays enclavé) s'il n'entamait pas le processus de négociation promis. Mais commencer par l'ostracisme d'un embargo rigoureux apparaît contre-productif : pour une "première" de l'OUA, on se serait réjoui d'une cible plus judicieuse.

Et la Françafrique dans tout ça ? Le hasard de ses positionnements géopolitiques (son idylle renouvelée avec Mobutu, rival régional de l'anglophone Nyerere), et les liens conservés avec les officiers burundais qu'elle a formés, l'incitent plutôt au "*wait and see*". Laissons-la à sa circonspection...

1. Un rappel forcément très partiel. L'interminable litanie des tueries au Burundi, depuis un tiers de siècle, témoigne d'un mimétisme insatiable. A peine signalions-nous (dans notre n° 37, bouclé le 17/07/1996) une longue série de massacres de Hutus commis, au second trimestre 1996, par des militaires et miliciens tutsis, que survenait celui de plus de 300 rescapés tutsis à Bugendana - sonnait le glas de la "Convention de gouvernement" : bousculé lors des obsèques, le président Ntibantunganya se réfugiait à l'ambassade US.

Même la relation des faits est détournée : « *Chacun tord les cercueils dans le sens qui l'arrange et y trouve la justification de sa propre peur* » (un habitant de Bujumbura, in *Libération* du 30/07/1996).

2. Selon l'analyse pertinente de Jacques de Barrin, in *Le Monde* du 13/08/1996. Elle contraste avec celles, toujours aussi partiales, de son confrère Jean Hélène. Cf. par exemple, les 28 et 30/07/1996, deux "chefs d'œuvre" : *De Bujumbura à Kampala, la région des Grands Lacs sous domination tutsie ?*, et *La mauvaise conscience de l'Occident*. Il y est affirmé, entre autres, que le Frodebu, « *lui, n'a pas de sang sur les mains* ». Le rapport de la Commission d'enquête de l'ONU établit le contraire.

3. Pour Julius Nyerere, il est le seul homme politique burundais à se comporter comme tel (*Jeune Afrique*, 31/07/1996).

4. De ceux dont Jean Hélène (30/07/1996) ne croyait pas Buyoya capable.

5. Depuis quelques mois, une partie de la hiérarchie militaire avait carrément "disjoncté" : « *Dans cette sale guerre, la notion de civils n'existe plus* », confiait un colonel (*La Croix*, 26/07/1996). Fin juillet, l'armée commettait encore plusieurs massacres de civils. Un autre est signalé le 7 août. Il est indispensable que soit accru le nombre des observateurs internationaux des droits de l'homme : par défaut de financement, ils ne sont que cinq.

Mobutu connection

Le 19 juillet, le ministre Jacques Godfrain est allé annoncer à Mobutu la reprise de la coopération franco-zairoise, officialisant une alliance dont on pouvait lire les fondements "stratégiques" dans le périodique duvalériste *Lumières noires* dès janvier 1994 (*Billets* n° 6).

Une alliance si impérieuse qu'elle a conduit la France à se détacher d'un autre attelage, la "troïka" - Paris ayant un temps convenu avec la Belgique et les Etats-Unis d'adopter une attitude commune envers Mobutu. Ces deux pays « *suivront* », ordonne Jacques Godfrain (*La Lettre du Continent*, 25/07/1996). Mais « *si les Belges tardent à nous comprendre, tant pis pour eux...* » (*Le Soir*, 23/07/1996).

« *Je ne veux pas faire de suivisme dans l'ostracisme. [...] S'il y avait des élections aujourd'hui, Mobutu serait sans doute largement élu* ». Evidemment : il a tous les moyens de fausser le scrutin, et/ou d'éliminer ses concurrents...

L'intéressé est sur la même longueur d'onde : « *Il nous faut des élections présidentielles le plus tôt possible. Je suis candidat. Le seul pour le moment !* ». Instruit par les précédents gabonais, tchadien et nigérien, il ajoute : « *Je souhaite que la France ait un rôle prépondérant dans l'organisation des scrutins* ». (*Le Figaro*, 28/07/1996). Une assurance d'insincérité !

Trois semaines plus tard (20/08/1996), *Le Figaro* raconte comment l'armée zairoise organise la prostitution des mineurs et multiplie les viols dans le Nord-Kivu.

Le bilan d'un tiers de siècle de mobutisme, pour ce peuple zairois censé plébisciter son dictateur, est une faille intégrale. Il faut croire que la Françafrique en général, et la Chiraquie en particulier, trouvent à y lire des actifs cachés...

Bénisseurs

La "démocrature" échafaudée depuis 1993 par le général Eyadema avait été un peu contrariée par le vote des Togolais aux élections législatives de 1994 : il manquait un siège à l'Assemblée pour que l'"ami de la France" puisse en faire son jouet, et se

débarrasser d'un Premier ministre, Edem Kodjo, insuffisamment docile. Trois opportunes élections partielles, bien conduites, y ont remédié.

Les groupes d'Eyadema, dignitaires de l'ordre du Mono, sont allés observer ces scrutins. En tête, Charles Debbasch, Jacques Vergès et le général Jeannou Lacaze, ineffable trio bien connu des lecteurs de *Billets* et des *Dossiers noirs*. Jean Tiberi a dépêché deux de ses conseillers (briefés par son épouse, experte ès coopération ?), et Jean-Louis Debré l'un des siens (Eyadema est de ces Africains que la famille Debré "adore").

Enfin, le surréaliste « Observatoire international de la démocratie », poursuivant sa tournée (après le Tchad et le Niger), a délégué six de ses membres. Tout ce monde a trouvé le scrutin parfait, puisque, résumait le général Lacaze - dévot de Mobutu - ceux qui sont venus voter avaient une carte, et ils ont mis un bulletin dans l'urne (*Canard enchaîné*, 21/08/1996).

Voyage d'"affaires"

Lors de son voyage au Gabon et au Congo, mi-juillet, Jacques Chirac n'a eu quasiment, avec les présidents Bongo et Lissouba, que des entretiens sans témoin. Pour parler de cet "argent noir" dont le blanchiment par Elf est remis en question ? Selon un initié, « si [le juge] Eva Joly parvenait à éplucher les comptes de la CIPH [filiale d'Elf-Gabon], tous les réseaux franco-gabonais sauteraient ». « La CIPH est une véritable bombe, [...] un carrefour où l'argent remontait du Gabon pour, ensuite, prendre le chemin de personnalités politiques en France » (*Libération*, 19/07/1996).

Comme le circuit a été gavé de prêts aidés, il convenait de faire un effort exceptionnel de remise de dettes pour ces pays trop riches en pétrole. Les moins riches attendront. Au tribunal des indulgences - le Club de Paris -, le Congo a eu droit à un taux d'annulation sans précédent (67 %). Au Gabon, pays trop fortuné pour passer au Club, Jacques Chirac a annoncé une "grâce présidentielle" de 400 millions de FF. Auto-amnistie de financements électoraux ?

A Brazzaville, dans l'entourage de Jacques Chirac, Jean-Paul Parayre a eu droit à tous les honneurs : le groupe dont il est le n° 2, Bolloré-Rivaud (-RPR), paraît sans rivaux pour la prochaine privatisation du Port congolais de Pointe-Noire (*La Lettre du Continent*, 25/07/1996).

Présentez... armes !

Le 14 juillet, Jean-Charles Marchiani, préfet du Var, l'homme des missions secrètes de Charles Pasqua et Jacques Chirac, remettait les insignes de chevalier de l'ordre du Mérite au marchand d'armes français d'origine russe Arcadi Gaydamak. On se souvient que, fin 1995, Marchiani avait négocié avec le général Mladic - le boucher de Srebrenica -, la libération de deux pilotes français détenus par les Bosno-Serbes (*Billets* n° 30 et 34). Le vendeur d'armes méritant aurait été un intermédiaire décisif...

Elisio Figueredo, ancien ambassadeur angolais à Paris et homme de confiance du président Dos Santos, assistait à la cérémonie. Son job préféré est l'achat d'armes. L'Angola est en ruines, mais ses "dirigeants" sont assaillis de dollars pétroliers et diamantaires. Dans ce contexte, le clan Dos Santos n'a rien trouvé de plus urgent que de négocier l'acquisition de plus de 2 milliards de FF d'armements (*La Lettre du Continent*, 25/07/1996).

As usual, du vendeur à l'acheteur, les commissions seront "canon". Cette agréable perspective méritait bien, à Toulon, une petite fête nationale.

L'armée se défile

La création d'un Tribunal pénal international permanent pour juger des crimes contre l'humanité est le grand enjeu juridique de cette fin de siècle. Ce serait le premier pas vers un minimum de prévention des forfaits les plus abominables. La Commission de droit international de l'ONU vient de présenter un projet (*Le Monde*, 24/08/1996).

L'enthousiasme des Etats est très modéré. Jusqu'ici, cependant, la France ne s'opposait pas vraiment à cette avancée. Mais une réunion interministérielle sur ce dossier, mi-juillet, a mal tourné. Le ministre de la Défense Charles Millon a fait valoir qu'une telle institution pourrait limiter la marge de manœuvre de nos militaires, et mettre en cause des officiers français pour leur rôle en Bosnie et au Rwanda (*L'Événement du Jeudi*, 25/07/1996).

L'impunité des galonnés risque fort de primer sur la vie de millions de civils.

Bon point

Plus de la moitié des pays d'Afrique subsaharienne ont renoué depuis 1994 avec une croissance économique supérieure à 3 %. Le taux de scolarisation primaire remonte, surtout chez les filles (dans 19 pays sur 26). (*African Development Indicators* de la Banque mondiale, 1996).

Fausse notes

- Par contre, la situation a empiré dans les pays en butte à des troubles politiques et économiques. L'écart ne cesse de se creuser entre les économies africaines qui fonctionnent et celles qui ne fonctionnent pas. (*ibidem*).

- Le général Jean-Pierre Huchon, qui fut de 1990 à juin 1994 le principal responsable militaire de l'engagement français auprès des F.A.R. (l'armée du génocide rwandais) a gagné une étoile et vient d'être promu gouverneur militaire de Marseille. Ce n'est pas une galéjade, ni un coup de Massu.

- Edouard Laporte fut chef de la Mission de coopération en Guinée équatoriale, à l'époque où les crédits de rénovation hospitalière n'arrivaient pas aux hôpitaux, mais le poison dans l'alimentation des médecins-chefs coopérants. Il a servi au Tchad en juin 1996, au moment de la grande fraude électorale (*Billets* n° 37). De telles références justifiaient une "promotion" à la Mission de coopération de Sao Tomé. Au large du Cameroun, du Gabon et... de la Guinée équatoriale, cet archipel de 120 000 habitants attire comme un aimant tous ceux qui rêvent d'en faire la base arrière de leurs trafics et coups tordus.

(Achevé le 26/08/1996)

ILS ONT DIT

« Tous les Burundais, Hutus ou Tutsis, craignent pour leur vie et, au regard de l'histoire tragique de leur pays, ils ont raison. [...] »

Les Hutus comme les Tutsis cherchent à inoculer leur problème aux étrangers, à les manipuler pour arriver à leurs fins. On ne se fait pas d'idée de leur capacité à faire paniquer le monde. Ils se font peur et ils font peur à la communauté internationale. Ils adorent ça. Mais il ne faut pas entrer dans ce jeu totalement morbide, ne pas se laisser contaminer par cette mentalité suicidaire ». (**Ahmedou OULD ABDALLAH**, ancien représentant de l'ONU au Burundi, in *Libération*, 26/07/1996).

[*Nous nous permettons de citer ce passage peu diplomatique d'un diplomate exceptionnel, parce que l'on sait qu'il aime le Burundi. Il ne juge pas, mais il constate. La « mentalité suicidaire » n'est pas une envie de suicide, mais l'effet d'un engrenage qui, sans un sursaut psychopolitique, conduit objectivement le Burundi au naufrage. Ce n'est évidemment pas en épousant telle ou telle passion panique que « les étrangers » peuvent favoriser un tel sursaut.*]

« Les partenaires du Nord ont leur part de responsabilité dans les méfaits de la corruption, ne serait-ce qu'en raison de l'incohérence entre leur politique de coopération au développement et leur politique de promotion des exportations. [...] »

Qu'ils tolèrent, voire encouragent, la corruption comme un moyen de promotion de leurs ventes - en limitant l'application de leur droit pénal aux actes commis sur leur propre territoire et en permettant la déduction fiscale de la corruption comme "dépenses utiles" - me paraît scandaleux ». (**Dieter FRISCH**, ancien Directeur général du Développement à la Commission européenne, in *Le Courrier ACP-UE*, 07/1996).

« Tous les ressortissants africains [*les immigrés expulsés*] dont il est question rentrent dans des pays démocratiques où existent une opposition et une presse libre ». (**Jacques GODFRAIN**, *Le Figaro* du 26/08/1996).

[*L'existence, dans des pays comme le Zaïre, d'une opposition et d'une presse indépendante qui résistent aux assauts du régime en place ne signifient pas que celui-ci est démocratique...*].

« En refusant de reconnaître à temps les droits à la régularisation de ceux qui en avaient, le ministre de l'intérieur a solidarisé trois cents personnes de statuts juridiques très différents. Du coup, il les a rendues inséparables. Après cinq mois de lutte dans des conditions très difficiles, on doit considérer que ceux qui n'avaient pas de droits les ont, du fait même du gouvernement, acquis dans cette lutte.

L'appel au droit pour nier le droit, le tri honteux qui nous renvoie à des souvenirs non moins honteux, sont [...] les seules réponses de ce gouvernement qui, décidément, ne sent rien, ne comprend rien » (**Michel ROCARD**, *Le Monde* du 24/08/1996).

« [*Je suis*] heureux que le ministre de l'Intérieur Jean-Louis Debré ait adopté l'attitude que le Front national lui avait fortement recommandée ». (**Bruno GOLLNISH**, Secrétaire général du Front national, cité in *Libération* du 24/08/1996).

« Etrangers, ne nous laissez pas seuls avec les Français ! ». (Inscrit sur le front d'un manifestant, après l'expulsion des sans-papiers de l'église Saint-Bernard, *Libération* du 24/08/1996).

A FLEUR DE PRESSE

The Washington Post, *L'asile zairois des meurtriers*, 14/07/1996 (Jeff DRUMTRA): « Le HCR a besoin de financement international et de soutien diplomatique pour fermer les camps de réfugiés à Goma et les transférer dans un endroit moins menaçant. Les tueurs dans les camps devraient être identifiés et au moins expulsés, sinon arrêtés. Mais ces options ne sont réalisables que si une force internationale neutralise la machine militaire des exilés hutus - une initiative improbable.

[...] La prétendue implication de la communauté internationale dans la justice, la responsabilité et la prévention du génocide se présente comme une rhétorique creuse. La scène est dressée pour une instabilité permanente au Centre-Est de l'Afrique. La conquête du Masisi [*par le Hutu power*] est pratiquement achevée. Et un régime cancéreux de tueurs de masse y est si bien implanté qu'il pourrait n'être jamais délogé ».

L'Indépendant (Burkina), *Il faut y lire l'Afrique !*, 16/07/1996: « La situation au Niger achève le démarrage des coups d'Etat africains version 2000. C'est bel et bien reparti pour les putschs en Afrique. Le schéma classique est le suivant : coup d'Etat militaire (il y a toujours des raisons pour un putsch) ; organisation des élections *démocratiques* (le choix de la méthode de fraude ou de neutralisation des adversaires reste à la discrétion du putschiste triomphant. Il en est de même du score aux élections. Il choisira le score qui lui plaît). Mais il faut une préparation auparavant. Il y a deux possibilités de nos jours pour préparer un putsch en Afrique francophone :

- la première est que le candidat au putsch se fasse parrainer par un autre chef d'Etat en poste qui a ses entrées à l'Elysée. Le parrain l'aide à ficeler son affaire, militairement et politiquement. Le putsch réussi, il informe rapidement Paris et présente son protégé comme un pro-français. [...] Ce genre de parrainage est très vite accepté si les garanties sont données. Paris convaincu, coup d'Etat réussi ! Bien sûr, il peut s'en suivre les condamnations verbales, les menaces diverses (suspension des aides, de la coopération militaire, blablabla). [...] C'est le cas du Niger [*le parrain étant Blaise Compaoré, ndlr*] ;

- la deuxième possibilité : Paris décide de vous écarter. Comme au bon vieux temps de Jacques Foccart, votre départ est planifié Outre-Mer. Toujours avec l'aide d'un parrain africain, on vous monte l'opération, aide logistique à l'appui. [...]

Tout est réglé à l'avance : l'élection "démocratique" du putschiste, et bien sûr l'installation d'un parti unique version militaro-démocratique, [...] avec le chef suprême qui pulvérise les oppositions, achète les consciences et annihile les volontés et les capacités de réflexion au niveau des intellectuels. Paris consentant : élections truquées validées ».

Le Monde, *Forteresse vide*, 23/08/1996 (Jean-Marie COLOMBANI): « L'immigration est sans doute notre affaire Dreyfus, ce moment de vérité où se dévoile crûment une époque et se partagent radicalement les générations [...]. »

Aujourd'hui, c'est de nous, de notre avenir, du pays que nous voulons léguer, de notre rapport au monde, bref de la France, que nous parlent les Africains de l'église Saint-Bernard et ceux qui les soutiennent ».

[Pour le député RPR Renaud Muselier, « les images diffusées dans le monde entier serviront de leçon pour les autres candidats à l'immigration clandestine » (Le Monde, 24/08/1996). Ces images qui nous font honte... Oui, les regards se partagent.]

LIRE

L'Afrique qui réussit. Vie et combats d'un leader paysan guinéen, Moussa Para DIALLO et Jean VOGEL, Syros, 1996, 222 p.

L'histoire très stimulante d'un développement et d'une coopération réussis, dans un pays martyrisé par une dictature d'un quart de siècle. Où l'on voit que, malgré d'innombrables pièges, le bon dosage de qualités assez largement répandues (ingéniosité, ténacité, intégrité), plus un zeste de chance, fournit le meilleur des composts.

Rwanda : Alarming resurgence of killings, Amnesty Int., 12/08/1996, 19 p.

Depuis leur asile zaïrois, les militaires et miliciens auteurs du génocide de 1994 peuvent à loisir mener des raids meurtriers à l'Ouest du Rwanda. Dans l'ancien fief d'Habyarimana, au Nord, et l'ancienne zone Turquoise, au Sud, les Tutsis rescapés sont rares et vulnérables physiquement, tandis que les Hutus, archi-majoritaires, ne sont pas tous imperméables à la propagande raciste (radiophonique notamment) distillée depuis Goma.

Le document d'AI recense les meurtres de civils commis au Rwanda d'avril à juillet 1996 (plus de 650) par la guérilla hutue et l'armée gouvernementale (APR). Un travail nécessaire. Il est évidemment indispensable de signaler les dérapages de l'APR. Mais à occulter le contexte régional, à vouloir « équilibrer » l'information entre les exactions de l'APR et celles des « groupes d'opposition armés » (euphémisme !), AI aboutit à une série de 22 recommandations totalement déséquilibrée.

Pas grand chose n'est demandé au *Hutu power* (et pour cause : le génocide est la négation de la parole). Il est par contre demandé aux gouvernements étrangers d'user de leur influence sur lui pour le modérer ! Autrement dit, AI avalise les bonnes relations que de tels gouvernements entretiennent avec les forces génocidaires qu'ils ont laissé s'installer à la frontière du Rwanda. La recommandation, élémentaire, de les éloigner, ne figure pas parmi les 22.

Avec le génocide au Rwanda, AI rencontre les limites d'une approche « apolitique ». A deux pas d'un volcan en éruption, les pompiers doivent pour le moins adapter leurs méthodes de prévention des incendies. A méconnaître ce volcan (AI a très peu travaillé sur le génocide), une compétence irremplaçable perd de sa pertinence. Ressaisis-toi, *Amnesty* !

Rwanda : L'honneur perdu des missionnaires, Golias n° 48/49, Eté 1996, 164 p. (dont 108 sur ce dossier spécial).

Une enquête sans équivalent, et par là indispensable, sur une question qui taraude quiconque essaie de comprendre ce qui s'est passé au Rwanda en 1994 : comment une religion vouée à l'enseignement de l'amour n'a-t-elle pu freiner le déferlement de la haine, dans un pays où elle était omniprésente ? secondairement, comment un certain nombre de gens "très bien" ont-ils pu se faire auteurs ou complices de l'innommable ? Ces questions ont un parfum de scandale : elles renvoient l'institution, et tout un chacun, à sa fragilité. Les milieux bien-pensants, et ceux visés par l'enquête de *Golias*, tireront donc parti de quelques lacunes ou erreurs de détail pour disqualifier un travail considérable. S'il s'agit de chrétiens, ils perdront une occasion unique d'approfondir le message de leur fondateur, qui lie la grâce à l'aveu de la fragilité.

Il ne s'agit pas d'être condamné, mais d'admettre pourquoi et comment on s'est aussi lourdement trompé. *Golias* fourmille d'indications sur l'environnement idéologique qui autorisa le génocide - y compris la traduction de *Mein Kampf* en kinyarwanda par un Père blanc allemand. Les considérables réseaux de soutien au *Hutu power* en Belgique, en Allemagne, en France ou au Vatican ne sont pas près de l'aveu. Ils continuent leur travail de sape. Ils empêchent l'Eglise catholique de participer pleinement au travail de justice et de paix dont le Rwanda a un si criant besoin.

De Mitterrand à Chirac, les affaires. Dix ans dans les coulisses du pouvoir, Alain CARION, Plein Sud, 1996, 458 p.

Cet ouvrage illustre, en se fondant sur une documentation largement inédite, la corruption des milieux mitterrandien, balladurien et du Parti Républicain (on lira avec intérêt la fiche RG sur l'homme des basses œuvres de François Mitterrand, François de Grossouvre, curieusement suicidé le 7 avril 1994).

Les Chiraquiens seraient, eux, des saints, victimes des calomnies de leurs tortueux adversaires ou des frustrations de quelques juges. On n'en croit évidemment rien : parmi d'autres documents, *La Razzia* d'Alain Guédé et Hervé Liffra (Stock, 1995) révèle chez eux un sens de l'« organisation » bien plus accompli que chez les clans ciblés par Alain Carion. Jacques Foccart est passé par là.

Mais l'artillerie lourde qu'« on » a procuré à Carion trahit l'inquiétude de ses fournisseurs. Elle laisse espérer, en représailles, la poursuite d'un grand débailage devenu réellement indispensable, tant en France le champ clos où se rencontrent la politique et les affaires est devenu miné, et minable.

Les « Dossiers noirs » de la politique africaine de la France, n° 7

France-Cameroun : croisement dangereux !

Agir ici et Survie
Éditions L'Harmattan

- Une économie livrée au pillage
- La part française du butin
- Une "démocrature" à hauts risques
- Le verrouillage français-africain.

Pour mieux comprendre l'enjeu décisif (pour le Cameroun, la région et la Françafrique) de l'élection présidentielle de 1997. Un diagnostic confirmé par les scrutins du Tchad et du Niger.

95 p. Disponible à *Survie*. 45 F port inclus.